

AU VENEZUELA, LA TYRANNIE DU CAMP MADURO

ÉDITORIAL **M**

Un peuple épuisé, un pays exsangue, en proie au chaos et à la misère, sous la botte d'un régime qui a sombré dans le gangstérisme : combien de temps la tragédie vénézuélienne peut-elle encore durer ? Héritier du « chavisme », autant dire d'un désastre économique et social de proportions historiques, le président Nicolas Maduro s'accroche au pouvoir, dans une fuite en avant où la violence d'Etat est le lot quotidien des citoyens.

Ceux-ci ont pourtant plébiscité l'opposition au régime dimanche 16 juillet, lors d'un référendum informel et symbolique organisé par le Parlement, contrôlé par les opposants. Depuis sa défaite aux législatives de décembre 2015, le successeur de l'ancien président Hugo Chavez

(1999-2013) a repoussé sine die tous les scrutins prévus par la loi. Le pouvoir chaviste, longtemps imbattable dans les urnes, est désormais minoritaire dans l'électorat, mais refuse l'alternance.

Il biaise, cherche des dérivatifs. Ainsi de la convocation d'une Assemblée constituante, qui doit être désignée le 30 juillet, selon un mode de scrutin corporatif, contraire au suffrage universel et à la Constitution chaviste elle-même. Cette Constituante est destinée à remplacer les institutions qui échappent à l'emprise de l'exécutif, comme le Parlement.

Depuis début avril, les Vénézuéliens disent « *basta* » à la prétendue « révolution bolivarienne », qui a ruiné une nation riche en pétrole. Ce n'est pas la chute des cours du brut qui a précipité l'effondrement de l'économie, c'est la gabegie populiste, l'étatisation des secteurs-clés souvent confiés à des militaires incompetents, la corruption dans des proportions jamais vues auparavant : la moitié de la rente pétrolière des vingt dernières années a disparu sans laisser de trace.

Le « chavisme » masque un Etat mafieux, impliqué dans tous les trafics, de la drogue aux armes. Le pays est une des principales plates-formes d'exportation de stupéfiants vers l'Europe. Dernier pilier du régime, les forces armées détiennent un tiers des ministères et une partie de l'économie. Certains milieux militaires font des affaires juteuses, grâce entre

autres au contrôle des changes implanté depuis une quinzaine d'années.

Le sort des Vénézuéliens est moins enviable. Récession, hyperinflation, dévaluation de la monnaie et perte vertigineuse de pouvoir d'achat : l'appauvrissement est général. Le 16 juillet, les 7,5 millions de participants au référendum venaient aussi bien des quartiers des classes moyennes que des banlieues et « *barrios* » plus pauvres.

Face à cette opposition qui exige des élections libres anticipées, Maduro répond par une répression brutale, l'usage disproportionné de la force, les arrestations de masse et le recours aux tribunaux militaires contre des civils. Depuis mai, la soldatesque du régime a abattu par balles une centaine de manifestants. Deux jeunes gens ont encore été tués lors de manifestations accompagnant, jeudi 20 juillet, une journée de grève générale dans le pays.

Dans ce face-à-face inégal, les opposants ont besoin de solidarité internationale. Les grands voisins du Venezuela, comme la Colombie, doivent imposer une médiation, puis un retrait ordonné du clan Maduro. Il n'y a pas d'autre solution. Le populisme, version Hugo Chavez, a ravagé un pays, ruiné ses habitants, déchiré un tissu social déjà fragile. C'est l'alliance de l'incompétence et du banditisme d'Etat sur fond de tyrannie politique. Et rien d'autre. ■

Refondons le secteur agroalimentaire

Les attentes des consommateurs ont évolué, et c'est sur cette base qu'il faut dépasser le modèle d'agriculture productiviste

PAR MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

Le président de la République a convoqué les Etats généraux de l'alimentation. Je souhaite qu'il en ressorte une impulsion collective à même de refonder notre modèle agroalimentaire. Du producteur au consommateur, tous les Français expriment l'envie d'une nutrition plus sécurisée et de meilleure qualité. Le monde agricole a intérêt à quitter un modèle trop productiviste, tant pour répondre aux demandes sociétales que pour sortir d'une spirale compétitivité-prix qui lui est défavorable au plan international. Industriels et distributeurs, lassés des règles de négociation commerciale absurdes fixées par le législateur, aimeraient se concentrer sur l'offre, sur le marketing et la relation client, plutôt que sur un juridisme devenu trop complexe. La période est propice : jamais les consommateurs n'ont autant souhaité un tel changement. Dans les magasins, ils plébiscitent de plus en plus – à condition que cela reste accessible! – les produits locaux, bio, tracés.

UN RÉCIT COLLECTIF DOIT SERVIR DE CADRE DE RÉFÉRENCE

C'est d'ailleurs sur la revitalisation de toute leur offre alimentaire que les hypermarchés fondent leur capacité à résister aux Amazon.fr et Alibaba.com. Partout en France, chacun dans son métier, dans sa région, teste des initiatives variées : mise en avant des productions en circuit court, développement de gammes sans OGM, sans pesticides, chasse aux perturbateurs endocriniens, etc. Il faut maintenant pouvoir valoriser ces pratiques et les généraliser. Pour que puissent se développer des narrations individuelles créatrices de valeur (telles que savent les écrire les grandes marques de l'agroalimentaire), il faut qu'émerge un récit collectif qui serve de cadre de référence. C'est tout l'enjeu de ces états généraux, qui ne doivent pas être seulement agricoles, mais bien alimentaires. S'ils se bornent à n'être qu'un affrontement entre corporations, ce sera encore un échec.

On parle de « filière » avec raison. Aucun acteur ne gagnera contre l'autre. Les producteurs ont besoin de la confiance générée par les enseignes pour assurer leurs débouchés. Mais chaque acteur économique doit apporter sa pierre à l'édifice et répondre aux questions qui le concernent : ferme des mille vaches ou exploitations familiales ? Elevage en plein air ou en poulailler ? Race laitière ou allaitante ? Protectionnisme ou exportations ? Prix libres ou subventionnés ? Que veulent les producteurs eux-mêmes ? Et dans quel cadre de solidarité ou de concurrence ? Voilà certains des enjeux dont on a trop longtemps reporté l'examen. Si ces états généraux ne permettent pas de valider un repositionnement global à l'aune de ces défis, on aura alors raté un grand rendez-vous. J'ai déjà exprimé mes doutes sur l'ordre du jour fixé par le gouvernement. En suscitant l'espoir d'une augmentation artificielle ou même volontariste des prix agricoles, avant même de parler des moyens de réguler durablement les marchés, des produits, et de prendre des engagements de qualité sanitaire et environnementale, on n'aborde pas le principal sujet, les attentes des consommateurs.

Payer plus cher ? Pourquoi pas, mais pour quoi ? L'élection présidentielle crée l'opportunité de changement, mais n'a pas boosté le pouvoir d'achat. Il va falloir de la pédagogie, une démarche collective. Essayons tous d'être un peu constructifs ! Il n'y a pas de raison qu'ensemble, on ne puisse pas réactualiser un modèle alimentaire qui concourt au rayonnement de la France. ■

J Michel-Edouard Leclerc est le président de l'enseigne de grande distribution E. Leclerc

CARTE BLANCHE – SELÇUK | Le songe d'une nuit d'été



Pour le développement du bio face à l'agriculture conventionnelle

Alors que s'ouvrent les Etats généraux de l'alimentation, l'agriculture biologique a de nombreux atouts à faire valoir, tant environnementaux qu'économiques

PAR HAROLD LEVREL ET DENIS COUVET

Au moment où débute les Etats généraux de l'alimentation, il importe de rappeler que l'agriculture biologique offre des atouts écologiques, économiques et sociaux majeurs pour la France.

La production bio est bonne pour l'environnement, car elle permet de réduire les émissions de polluants, de réduire des problèmes récurrents tels que celui des algues vertes. En outre, c'est le seul système de production « alternatif » qui bénéficie d'un cahier des charges cohérent et réellement contrôlé, intégrant les problèmes de pollution, mais aussi le bien-être animal. La production bio est économiquement profita-

ble sans subventions. En France, la production bio est en pleine croissance (plus de 10 % par an) depuis dix ans, malgré presque trois fois moins de subventions par unité de surface agricole utile (SAU). Ainsi, le marché alimentaire bio en France représentait 1 milliard d'euros en 2001, contre plus de 7 milliards en 2016, le nombre d'exploitations bio passant de 10 364 en 2001 à 32 264 en 2016.

UN SECTEUR PROFITABLE...

La production bio génère des bénéfices bien meilleurs que dans le conventionnel (entre 22 % et 35 % de plus). Il est remarquable qu'un secteur agricole peu subventionné soit aussi profitable et en pleine croissance en France, dans un contexte de crise économique récurrente du monde agricole. Il est notamment porté par

une forte croissance de la demande (9 Français sur 10 ont consommé du bio en 2016 en France).

En plus d'être économiquement rentable, la production bio est bonne pour l'emploi. Elle crée plus d'emplois que le conventionnel pour des surfaces équivalentes. Ce surplus de besoin en main-d'œuvre par rapport au conventionnel – situé entre 10 et 20 % – est associé à un usage moins élevé d'intrants chimiques, le surcoût en main-d'œuvre étant ainsi en partie compensé.

Dans un marché de plus en plus mondialisé, la production bio offre l'opportunité de « relocaliser » les marchés avec un système de fixation du prix qui ne répond pas aux mêmes logiques que pour le conventionnel. Cela s'explique en partie par le fait que le consommateur de produits bio est attaché à l'origine du produit (90 % des consommateurs bio s'y intéressent) ou au mode de distribution (marchés locaux, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne – AMAP –, coopératives bio, notamment). La bonne nouvelle, pour le marché

français, c'est que la croissance du bio dans la grande distribution ne se fait pas au détriment des coopératives ou des ventes directes.

Aujourd'hui, le bio connaît une croissance située entre 10 % et 25 % par an quels que soient les circuits de distribution, ce qui laisse penser qu'ils touchent des consommateurs qui ne considèrent pas comme substituables les produits bio achetés dans ces différents circuits. Le résultat est là : 71 % de ce qui est consommé aujourd'hui en bio est produit en France (tout en ayant une augmentation de 14 % des exportations françaises dans ce secteur en 2016).

Si le bio est économiquement rentable, c'est aussi parce que les rendements y sont plutôt bons, contrairement à ce qui est souvent affirmé. Des analyses scientifiques consolidées, à l'échelle mondiale, montrent des pertes de rendement situées autour de 25 % par rapport à du conventionnel pour les céréales et des pertes quasi inexistantes pour la production de fruits. Cette baisse des rendements dépend finalement

de plusieurs facteurs. Si les rendements des exploitations converties récemment baissent assez fortement, ces derniers augmentent ensuite pour atteindre une moyenne située autour de 85 % du conventionnel (toutes cultures confondues).

... MAIS PEU SUBVENTIONNÉ

Enfin, les baisses de rendement pour les cultures non irriguées sont bien plus faibles que pour les cultures irriguées. Or on peut penser que les premières prendront une place de plus en plus importante dans un contexte de rarefaction de l'eau douce. Ainsi, contrairement à ce qui est souvent affirmé, la production bio peut permettre de nourrir la France entière à un coût qui n'est pas beaucoup plus élevé que le conventionnel (une étude sur le sujet montre que le surcoût total pour les producteurs serait situé entre 5 % et 10 % en moyenne, ce qui pourrait donc être facilement couvert par les subventions disponibles).

Au total, le bilan de la production bio est très positif, quel que soit le point de vue que l'on

adopte. Depuis dix ans, elle a montré des atouts du point de vue tant économique, écologique que social et il est important de la faire prospérer. Pourtant, aux yeux des forces socio-politiques en place, il semble que la production bio apparaisse toujours comme un simple moyen de respecter des normes environnementales croissantes et non pas comme l'opportunité de proposer un modèle socio-économique alternatif pour l'agriculture.

Ainsi ce secteur ne mobilise que 150 millions de subventions sur les 9 milliards annuels de la PAC et ne bénéficie que d'une très faible place dans les discours des acteurs président à l'avenir de l'agriculture en France. Est-ce que les Etats généraux de l'agriculture pourront changer cette situation ? ■

J Harold Levrel est professeur à AgroParisTech et chercheur au CIREAD
Denis Couvet, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, est membre de l'Académie d'agriculture